




Réalités Économiques Féministes

count
me **IN!**

À la découverte des
récits recueillis à
travers le consortium
Count Me In!

CMI! est un partenariat stratégique avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères et se compose des organisations membres Mama Cash (MC), Association for Women's Rights in Development (AWID), CREA, Just Associates (JASS) et les fonds partenaires Urgent Action

Fund for Feminist Activism (UAF-FA) et Urgent Action Fund - Africa (UAF-Afrique). Le Red Umbrella Fund (RUF), dirigé par des travailleuses du sexe et la plateforme néerlandaise sur le genre WO=MEN sont des partenaires stratégiques du consortium.



Le consortium Count Me In! (CMI!) envisage un monde juste et égalitaire en matière du genre, où toutes les femmes et les filles, ainsi que les personnes non binaires, non conformes au genre, transgenres et intersexuées, jouissent pleinement de leurs droits et réalisent leur plein potentiel.

Remerciements

Ce rapport a été co-rédigé par **Agazit Abate, Nebila Abdulmelik et Fatimah Kelleher.**

Conçu par **Studio Njano.**

Pour la compilation de ce rapport, nous avons discuté avec :

Les membres du consortium CM!!

- Alma Magaña – *Just Associates (JASS)*
- Marjolein Quist – *WO=MEN les Pays-Bas*
- Nathalie Margi – *Urgent Action Fund for Feminist Activism (UAF-FA) Les États-Unis d'Amérique*
- Sanyu Awori – *Association for Women's Rights in Development (AWID)*
- Sithulisile Moyo – *Red Umbrella Fund (RUF)*
- Thokozani Mbesa and Lebogang Ramasodi – *Urgent Action Fund - Africa (UAF-Afrique)*

Partenaires

- Armine Karapetyan et Arpi Balyan – *FemLibrary, Arménie*
- Berta Manueles López – *Council of Popular and Indigenous Organisations of Honduras (COPINH), Honduras*
- Jane Magigita – *Equality for Growth, Tanzanie*
- Jonila Castro – *Kalikasan People's Network for the Environment, Philippines*
- Lisseth Pérez Arrecis et Dalila Vásquez – *LeyDem Platform, Guatemala*
- Mercia Andrews – *Rural Women's Assembly (RWA), Afrique australe*
- Tapiwanashe Hadzizi – *Young Africa Intellectuals, Zimbabwe*

Table des matières

Résumé:

À la découverte des récits recueillis à travers le consortium Count Me In ! :
un bref aperçu

Première partie:

Comprendre les réalités
économiques féministes

1. En quoi consistent les réalités économiques féministes ?
2. Comprendre les réalités économiques féministes à l'époque actuelle

Deuxième partie:

L'espoir en mouvement :
les réalités économiques
féministes sous forme de récits
entremêlés de résistantes, de
rêveuses et d'actrices

1. Prologue
2. « Avez-vous déjà pensé à ce à quoi ressemblerait le monde si... »
3. « Pourquoi ? Pourquoi est-ce ainsi ? Pourquoi n'est-ce pas selon l'imagination ? »
4. « Mais il y a des communautés qui font cela. »
 - Au nom du collectif
 - Nous sommes la nature Redistribution des ressources, restructuration de tout
5. Dangers
6. Résumé de la diversité des stratégies employées
7. Retour au début

Troisième partie:

Recueil

1. Profils
 - Council of Popular and Indigenous Organisations of Honduras (COPINH), Honduras
 - Equality for Growth, Tanzanie
 - FemLibrary, Arménie
 - Kalikasan People's Network for the Environment, Philippines
 - LeyDem Platform, Guatemala
 - Rural Women's Assembly, Afrique australe
 - Young Africa Intellectuals, Zimbabwe

Résumé

Réalités Économiques Féministes

À la découverte des récits
recueillis à travers
le consortium
Count Me In!

Un bref
aperçu

« C'est un parcours », a déclaré Alma. Elle a ensuite expliqué quelque chose comme ceci...

« Quand je réfléchis à ce que sont les réalités économiques féministes, comment les expliquer à quelqu'un, la première chose qui me vient à l'esprit est de demander : « Avez-vous déjà pensé à ce à quoi ressemblerait le monde si, par exemple, tout le monde avait droit à un logement gratuit ou à l'accès libre à l'eau ? » Restez là un moment, aussi longtemps que cela vous fait du bien, car cette partie est généralement agréable.

« La prochaine étape du parcours consiste à se demander pourquoi », a-t-elle expliqué. « Pourquoi n'est-ce pas la réalité ? Qu'est-ce qui nous en empêche ? » Cette partie n'est pas aussi agréable. C'est là que vous voyez des choses sombres, laides, cruelles, trop vraies.

Du « si » au « pourquoi », nous aboutissons au « mais »... « Mais il existe des communautés qui le font et qui le vivent. Il y a ceux qui œuvrent pour que ce rêve devienne une réalité », a-t-elle déclaré. « Les réalités économiques féministes s'imposent après avoir traversé toutes les étapes du parcours. »

Alma Magaña travaille avec Just Associates (JASS), qui fait partie du consortium Count Me In (CMI !) composé des organisations membres Mama Cash (MC), Association for



Women's Rights in Development (AWID), CREA, et les fonds partenaires Urgent Action Fund (UAF) et Urgent Action Fund - Africa (UAF-Afrique). Le Red Umbrella Fund (RUF), dirigé par des travailleuses du sexe et la plateforme néerlandaise sur le genre WO=MEN sont des partenaires stratégiques du consortium. L'un des domaines prioritaires du consortium est celui des réalités économiques féministes.

Le consortium Count Me In! comprend les réalités économiques féministes (FER) comme un terme qui englobe les modèles, les approches, les imaginaires et les actions qui critiquent et remettent directement en question les orthodoxies économiques injustes qui ont régné en maître au cours des quatre dernières décennies, notamment le capitalisme néolibéral mondial (et ses racines raciales, patriarcales et impériales sous-jacentes), et qui proposent des solutions pour démanteler les relations de pouvoir inégales qui sont ancrées dans les systèmes d'oppression économique. Il s'agit d'une tentative de montrer des moyens plus justes et plus harmonieux de vivre avec la nature et d'organiser nos sociétés en mettant l'accent sur les soins, la durabilité de la vie et sur le sens pour les communautés individuelles et toutes les formes de vie sur terre et sur la planète. Les réalités économiques féministes se manifestent

sous la forme de systèmes économiques établis et en cours qui sont constants et inhérents de par leur existence continue, étant donné que les communautés s'organisent sur le plan socio-économique depuis des décennies, voire des siècles, selon des modes qui sont considérés aujourd'hui comme étant des modes « alternatifs », avant d'être perturbées par les systèmes économiques capitalistes néolibéraux et la colonisation.

Ce rapport vise à donner un aperçu de l'autre côté, des systèmes économiques et des modes de vie qui ont toujours existé malgré les orthodoxies dominantes et en résistance à celles-ci. Il comprend les perspectives des partenaires du consortium, notamment FemLibrary en Arménie, The Council of Popular and Indigenous Organisations of Honduras (COPINH) au Honduras, Equality for Growth en Tanzanie, Kalikasan People's Network for the Environment aux Philippines, LeyDem Platform au Guatemala, Rural Women's Assembly (RWA) en Afrique australe et Young Africa Intellectuals au Zimbabwe.

Les récits racontés et les expériences partagés tournent autour d'une série de valeurs collectives. Ces valeurs sont au cœur des processus de travail communautaires et collectifs.

Les femmes ont employé des mots tels que redistribution, réciprocité, solidarité, vie communautaire, épargne et partage pour décrire leur travail et la construction du monde dans laquelle elles s'investissent. Leur imagination et leur créativité s'alignent profondément sur la manière dont l'environnement naturel survit et prospère, en totale opposition et résistance aux principes du capitalisme : extraire, consommer et accumuler. Lorsque la Rural Women's Assembly partage des semences, lorsque Kalikasan lutte contre l'extraction, lorsque le COPINH distribue des engrais biologiques, des fruits, des légumes et des herbes médicinales, lorsque les membres de la LeyDem Platform offrent leurs bureaux, leur petit-déjeuner ou leur moyen de transport, ils imitent la nature, ce qui revient par défaut à rejeter les processus capitalistes. Pour ces femmes, le travail consiste à redistribuer les ressources au service de la population et à tout restructurer dans leur désir de trouver une manière meilleure, plus douce et plus naturelle. Elles œuvrent pour déplacer les ressources, les faire circuler et perturber leur valeur.

Le rapport dresse un portrait du monde tel que le voient les partenaires, un monde fait de dangers et de créativité, de cruauté et de solidarité, de cupidité et de communauté.

Les récits qu'elles partagent illustrent les réalités économiques féministes dans la pratique et les stratégies utilisées par leurs communautés, leurs réseaux et leurs mouvements pour résister aux systèmes économiques néolibéraux et créer leurs propres modes de vie et systèmes d'action.



Première
partie

Comprendre les
réalités économiques
féministes





En quoi consistent les réalités économiques féministes ?

Le consortium Count Me In! comprend les réalités économiques féministes (FER) comme un terme qui englobe les modèles, les approches, les imaginaires et les actions qui critiquent et remettent directement en question les orthodoxies économiques injustes, notamment le capitalisme néolibéral mondial (et ses racines raciales, patriarcales et impériales sous-jacentes), et qui proposent des solutions pour démanteler les relations de pouvoir inégales qui sont ancrées dans les systèmes d'oppression économique. Il s'agit d'une tentative de montrer des moyens plus justes et plus harmonieux de vivre avec la nature et d'organiser nos sociétés en mettant l'accent sur les soins, la durabilité de la vie et sur le sens pour les communautés individuelles et toutes les formes de vie sur terre et sur la planète.

Les réalités économiques féministes sont centrées sur les personnes et la planète, holistiques, fondées sur les droits et la justice, et comprennent les dimensions du soin et du plaisir. Elles ne sont pas motivées par des valeurs axées uniquement sur la croissance économique. Les réalités économiques féministes reconnaissent et remettent en question à la fois la myopie et les injustices inhérentes au modèle de croissance économique qui a causé une destruction importante des ressources planétaires et du bien-être humain, et qui est principalement motivé par des valeurs d'accumulation



capitaliste injuste et inégale. En raison de ce modèle, le bien-être des personnes et de l'environnement a été soit ignoré, soit compromis, soit exploité dans le cadre de systèmes d'oppression complexes.

Les exemples de réalités économiques féministes en action sont innombrables : elles s'articulent souvent autour de thèmes communs, notamment *la valorisation du travail des femmes, la priorité accordée au travail de soins, la protection des biens communs (physiques et numériques) et des systèmes de connaissances traditionnels pour défendre les personnes et la planète*, qui visent tous à remettre en cause les exploitations inhérentes au système économique capitaliste néolibéral dominant. Dans ces domaines d'intérêt commun, les réalités économiques féministes se manifestent sous différentes formes. Citons par exemple les mouvements pour *la justice foncière et la justice en matière de ressources, les pratiques féministes écologiques telles que les mouvements agroécologiques et leur alignement sur la souveraineté alimentaire, énergétique et semencière, la dette féministe, la justice fiscale et commerciale, les droits du travail qui remettent en cause l'oppression des travailleurs en faveur d'un travail digne et décent, et le coopérativisme* sous ses diverses formes. Ces exemples ne sont pas exhaustifs.

Les réalités économiques féministes se situent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du modèle économique dominant. Elles peuvent exister au sein de l'orthodoxie actuelle en tant qu'exemples de résistance continue et nouvelle au statu quo, par exemple à travers les mouvements de défense des droits du travail et l'action économique collective. Elles existent également en dehors du système de diverses manières. Elles peuvent se manifester sous la forme d'imaginaires de propositions économiques alternatives qui remettent directement en cause la construction même du statu quo, par exemple les revendications en faveur d'une économie réparatrice et redistributive qui bouleverse l'accumulation capitaliste sans fin et inégale. Les réalités économiques féministes sont plus que de simples imaginaires d'alternatives, elles se manifestent également sous la forme de systèmes économiques établis et en cours, qui sont constants et inhérents de par leur existence continue, et nous reconnaissons que les communautés s'organisent également sur le plan socio-économique depuis des décennies, voire des siècles, selon des modes qui sont considérés aujourd'hui comme étant des modes « alternatifs », avant d'être perturbées par les systèmes économiques capitalistes néolibéraux et la colonisation.

Les réalités économiques féministes s'articulent souvent autour d'une série de valeurs collectives. Elles sont avant tout motivées et guidées par la *justice de genre* et le *leadership féministe*, et s'inspirent des besoins des femmes, de leurs communautés et de l'environnement naturel. Elles sont également souvent redistributives, réparatrices, génératives, solidaires et bienveillantes, et s'inscrivent dans le bien-être des personnes et de la planète. Elles *perturbent souvent l'ordre économique patriarcal dominant*, remettant en question et démantelant les relations de pouvoir inégales enracinées dans des systèmes d'oppression qui perpétuent l'exploitation et la violence à l'égard des personnes et de la planète. Dans presque tous les cas, elles sont *collectivistes et axées sur la solidarité*, mettant l'accent sur l'interconnexion vivante au sein des communautés, des mouvements et des partenariats et entre eux. Elles s'efforcent également de reprendre le pouvoir et de l'orienter vers un changement *systémique et structurel*. Enfin, elles sont *pluralistes*, englobant un large éventail d'approches, de mouvements et de réalités vécues qui abordent ou cherchent à aborder les relations de pouvoir patriarcales et l'exploitation structurelle.





Comprendre les réalités économiques féministes à l'époque actuelle

Au cours des quatre dernières décennies, le capitalisme néolibéral s'est imposé comme une orthodoxie économique¹ à l'échelle mondiale, avec le soutien d'institutions majeures telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. L'idéologie du libre marché est devenue dominante et est souvent considérée comme inévitable. En revanche, les autres positions et visions économiques sont souvent non seulement marginalisées, mais aussi qualifiées d'« irréalisables », d'« utopiques » ou d'« irrationnelles ». Cela occulte la réalité selon laquelle des communautés, des sociétés et des nations – y compris de nombreux pays classés comme des pays développés – ont utilisé avec succès différents modèles économiques pour prospérer tout au long de l'histoire.

Bien que de nombreuses réalités économiques féministes existent déjà sous forme d'exemples concrets de systèmes, de méthodes et d'approches économiques, elles sont de plus en plus en contradiction avec l'orthodoxie économique capitaliste néolibérale dominante. Par exemple, la récente

¹ L'orthodoxie économique désigne les théories et les politiques communément acceptées concernant l'organisation et la gestion de l'économie d'un pays. Elle englobe un éventail d'idées, notamment le rôle des marchés, l'intervention gouvernementale et les stratégies de croissance économique.

pandémie de COVID-19 et ses répercussions ont accru l'endettement des pays du Sud, avec une attente et une normalisation accrues des politiques d'austérité et de la financiarisation. La normalisation de ces politiques a accentué les inégalités et entraîné des mesures qui ont un impact négatif sur les femmes et les personnes les plus marginalisées de la société : réduction des dépenses publiques, fiscalité régressive, restriction des droits du travail au profit des besoins du secteur privé, mainmise des entreprises et exploitation des ressources indigènes et communes, et dégradation écologique et climatique résultant d'une extraction et d'une pollution accrues et plus impitoyables de la terre. Les réalités économiques féministes- à la fois comme alternatives viables et comme réalités déjà en cours- sont donc plus que jamais nécessaires, car ces injustices s'ancrent davantage dans le statu quo économique.





Deuxième
partie

L'espoir en mouvement :
les réalités économiques
féministes sous forme de récits
entremêlés de résistantes, de
rêveuses et d'actrices



Prologue



**« C'est un
parcours »,
a déclaré Alma.**

Elle a ensuite expliqué quelque chose comme ceci...

« Quand je réfléchis à ce que sont les réalités économiques féministes, comment les expliquer à quelqu'un, la première chose qui me vient à l'esprit est de demander : « Avez-vous déjà pensé à ce à quoi ressemblerait le monde si, par exemple, tout le monde avait droit à un logement gratuit ou à l'accès libre à l'eau ? » Restez là un moment, aussi longtemps que cela vous fait du bien, car cette partie est généralement agréable.

« La prochaine étape du parcours consiste à se demander pourquoi », a-t-elle expliqué. « Pourquoi n'est-ce pas la réalité ? Qu'est-ce qui nous en empêche ? » Cette partie n'est pas aussi agréable. C'est là que vous voyez des choses sombres, laides, cruelles, trop vraies.

Du « si » au « pourquoi », nous aboutissons au « mais »... « Mais il existe des communautés qui le font et qui le vivent. Il y a ceux qui œuvrent pour que ce rêve devienne une réalité », a-t-elle déclaré. « Les réalités économiques féministes s'imposent après avoir traversé toutes les étapes du parcours. »

Alma Magaña travaille avec Just Associates (JASS), qui fait partie du consortium Count Me In (CMI !) composé des organisations membres

- Mama Cash (MC),
- Association for Women's Rights in Development (AWID),
- CREA, et les fonds partenaires Urgent Action Fund (UAF) et Urgent Action Fund- Africa (UAF-Afrique).
- Le Red Umbrella Fund (RUF),
- dirigé par des travailleuses du sexe et la plateforme néerlandaise sur le genre WO=MEN

sont des partenaires stratégiques du consortium. L'un des domaines prioritaires du consortium est celui des réalités économiques féministes, un terme dont la signification est délibérément large et flexible.

Aux fins du présent rapport, nous suivons le parcours qu'Alma nous a tracé. Dans le but de partager des expériences de création de modes de vie différents, en harmonie avec la nature, justes et bienveillants, communautaires et réciproques, créatifs et attentionnés, voici quelques mots sur une page, qui tentent de clarifier les choses.






« Avez-vous déjà
pensé à ce à quoi
ressemblerait le
monde si... »

Il s'agit de créativité et de curiosité. C'est ce que nous ont dit les sœurs du consortium CMI ! « Je suis toujours très enthousiasmée par les réalités économiques féministes, car elles nous invitent à suivre notre curiosité », a déclaré Sanyu Awori, de l'AWID. Alma Magaña, alors qu'elle expliquait le parcours, a déclaré : « Cela permet aux gens de rêver un peu... Et si nous pouvions accéder à ces droits... ? »

Alors, imaginez ceci...

Imaginez que vous allez à l'hôpital quand vous êtes malade et que vous voyez d'abord un médecin ou une infirmière, et non le caissier. Vous avez une conversation agréable avec le médecin ou l'infirmière, que vous connaissez, qui vous connaît et connaît votre famille : « Les enfants vous rendent-ils toujours fous ? Le petit a-t-il arrêté d'être allaité ? » vous demande le médecin ou l'infirmière avant d'aborder ce qui vous afflige. Vous repartez avec un rendez-vous de suivi et quelques recommandations alimentaires. Il n'y a pas de caissier. Imaginez que les femmes et les hommes qui s'occupent des malades sont récompensés et non pénalisés. Ils ont de la valeur dans la société, dans tout ce que la valeur signifie dans la société. Imaginez que la terre est vénérée et non possédée. Imaginez que les travailleuses du sexe sont protégées par la loi, que leur travail est considéré comme un travail, qu'elles fournissent également des soins sûrs et qu'elles sont en sécurité lorsqu'elles fournissent ces soins.



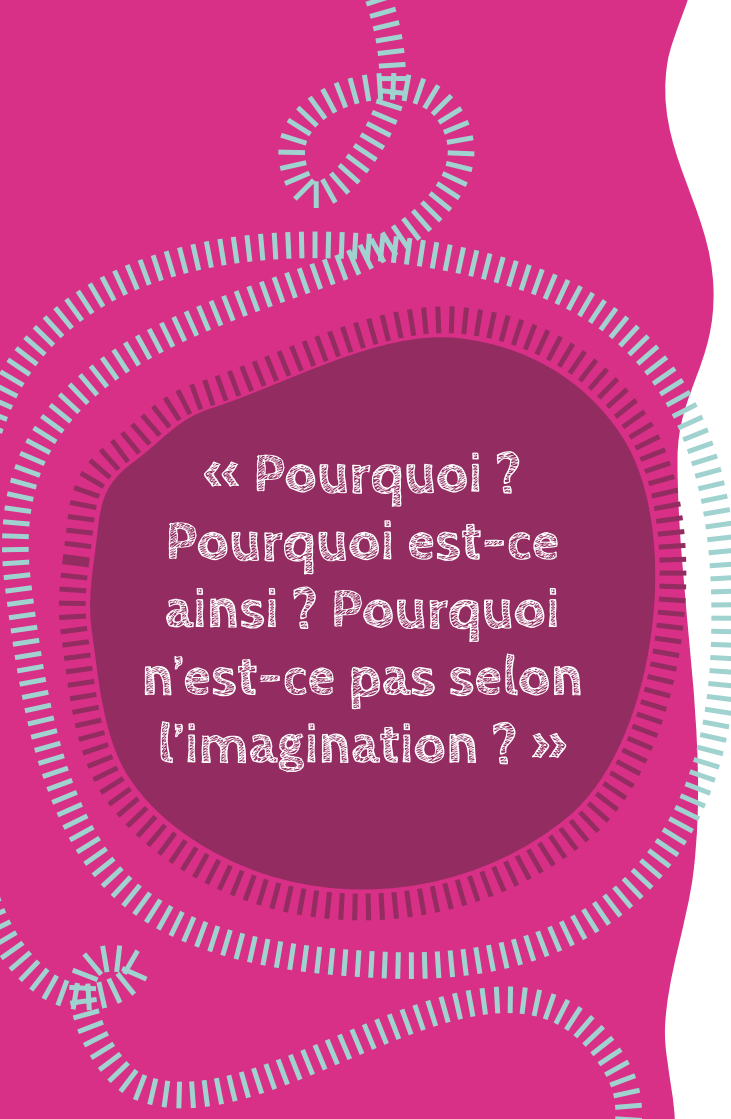
Imaginez que lorsque vous ouvrez le robinet, vous ne vous souciez que du gaspillage d'eau et non de votre facture d'eau. Il n'y a pas de facture d'eau. Imaginez que lorsque vous allez au marché, vous achetez un kilo de chou vert et que le prix est le même que le mois dernier, comme l'année dernière. Imaginez qu'il n'y a pas d'inflation, pas d'augmentation arbitraire du prix des produits de base. Imaginez que vous avez des graines qui proviennent des graines de vos grands-mères, que vous partagez avec vos voisins, qui les partagent avec leurs voisins, qui les partagent et les partagent encore. Imaginez que vous ne le faites pas en secret, mais au grand jour. Imaginez qu'il n'y a pas de loi contre la conservation des graines.



Imaginez...



UNE TERRE
POUR TOUS



« Pourquoi ?
Pourquoi est-ce
ainsi ? Pourquoi
n'est-ce pas selon
l'imagination ? »

C'est tout ça. C'est tout ça, bon sang.

Pourquoi ? « La pauvreté est créée au milieu de l'abondance », ont écrit nos sœurs de Nawi dans leur manuel de macroéconomie 101. Elles ont demandé : « Pourquoi avons-nous faim alors que notre sol est fertile ? Pourquoi nos écoles sont-elles délabrées alors que nous avons des matériaux de construction ? Pourquoi nous refuse-t-on l'accès aux hôpitaux ? Pourquoi les malades meurent-ils alors que les guérisseurs sont à l'intérieur du bâtiment ? Pourquoi ? »

C'est tout ça. C'est tout ça, bon sang.

C'est le gouvernement géré comme une entreprise, c'est la prise de contrôle par les entreprises privées, c'est la motivation générée par le profit. C'est la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. C'est le néocolonialisme, le capitalisme néolibéral, l'impérialisme et le patriarcat ; c'est sa cupidité sans limites, le vol, l'exploitation, le désalignement des valeurs, la déconnexion de la nature, le désir de contrôle, le désir d'avoir toujours et toujours plus, l'attrait de la prospérité. C'est la cruauté systémique.

C'est tout ça. C'est tout ça, bon sang. C'est l'argent. C'est l'argent. C'est l'argent. C'est l'argent.

C'est cet enfant à l'école qui parle toujours de ce qu'il a, qui se vante toujours, qui est toujours vide, toujours méchant, toujours ringard. C'est cet enfant qui grandit pour devenir le dirigeant d'une nation

C'est tout ça. C'est tout ça, bon sang

Il y aurait tant à écrire ici, mais comme l'a dit Nathalie, « il n'est pas nécessaire de connaître le nom de toutes les organisations financières qui dirigent le monde [et nous ajouterons ici tous les ismes qui nous affligent] pour comprendre l'injustice ».



« Mais il y a des communautés qui font cela. »

« Avec les réalités économiques féministes, quand vous les rencontrez, vous les reconnaissez », a déclaré Sanyu. Elle a expliqué que vous les reconnaîtrez parce que vous verrez différentes valeurs existantes qui orientent les réalités économiques féministes, notamment la bienveillance, la liberté, l'empathie et la réciprocité. Nous avons discuté avec le consortium et certains de ses partenaires, et voici ce que nous avons découvert..

Au nom du collectif

Presque toutes les femmes à qui nous avons parlé nous ont dit à un moment donné au cours de la conversation quelque chose du genre : « Nous parlons au nom du collectif, il ne s'agit pas de nous. » Nous tenons donc non seulement à souligner ce point – à savoir que lorsque nous citons les personnes à qui nous avons parlé, elles s'expriment au nom du travail de très nombreuses femmes –, mais nous souhaitons également commencer le récit de leur travail par une description de la structure et du processus, qui sont de caractère collectif et communautaire.



Ces conversations ont eu lieu via Zoom, Google Meet ou WhatsApp, nous n'étions donc pas dans l'espace où travaillent ces femmes. Nous n'avons pas pu voir en personne à quoi cela ressemble ni comment cela fonctionne, mais d'après ce que nous avons entendu, elles travaillent comme le font les collectifs et les réseaux. La **Rural Women's Assembly (RWA)**, par exemple, est un réseau auto-organisé de mouvements de femmes rurales en Afrique australe, dont les membres paient une cotisation modique au niveau local. Elles ont un agent fiscal pour les dons, n'ont pas de bureau fixe et, afin de planifier le travail, de se tenir au courant, de traiter les problèmes qui se posent et d'allouer les ressources, elles organisent des réunions mensuelles avec les responsables nationales via Zoom. « Nous voulons rester un mouvement et nous ne voulons pas nous institutionnaliser », a fait remarquer Mercia Andrews, expliquant la structure de la Rural Women's Assembly, qui ne compte que deux membres du personnel. Elle a expliqué que plus il y a de membres du personnel, plus les ressources sont consacrées aux salaires et non aux mouvements. « Ce n'est pas une question d'argent, car nous ne pourrions jamais maintenir ce mouvement si c'est une question d'argent. » Mercia a cité les syndicats comme modèle pour construire un mouvement durable.

Créée à la suite d'un rassemblement de 250 femmes rurales d'Afrique australe à Limpopo, en Afrique du Sud, en 2009, la Rural Women's Assembly compte 160 000 membres et des sections nationales au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, en Namibie, en Afrique du Sud, en Eswatini, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. En tant que réseau, elles promeuvent l'agroécologie féministe, proposent des écoles, des formations et des échanges féministes, organisent des événements et des salons pour mettre en valeur la souveraineté alimentaire et les méthodes indigènes de production alimentaire, fournissent des banques de semences et des services de partage de semences, encouragent la gestion des déchets et le compostage, plaident en faveur d'un changement de politique et apportent une aide d'urgence à leurs membres et à leurs voisines en cas de besoin. Pour leurs activités, elles couvrent les frais (transport, visa, etc.) et paient en nature par le transfert de compétences.

La LeyDem Platform au Guatemala est également une alliance basée sur le bénévolat qui regroupe plus de 150 organisations de femmes et compte des milliers de femmes issues de différents mouvements (femmes au foyer, ouvrières, femmes rurales et autochtones, femmes vivant



avec le VIH/SIDA, femmes handicapées, etc.) qui se sont réunies en 2018 pour plaider en faveur de l'adoption, de l'application et de la mise en œuvre de l'initiative 5452, la loi sur le développement économique des femmes, qui demande au gouvernement d'allouer des ressources aux femmes, de reconnaître leurs contributions et de veiller à ce qu'elles aient accès à des ressources productives pour maintenir leur bien-être économique. LeyDem dispose d'un secrétariat composé de six personnes et alterne chaque année, trois d'entre elles consacrant plus de temps à l'organisation afin de maintenir l'énergie et la dynamique. Selon Dalila Vásquez, cela marche parce qu'il s'agit d'une alliance qui s'appuie sur le temps et les ressources dont disposent son secrétariat et ses membres, qui varient selon les périodes. Lisseth Pérez Arrecis ajoute que « tout le monde qui fait tout ne marche pas dans la pratique », c'est pourquoi la rotation des responsabilités et des postes de direction, ainsi que la délégation de tâches spécifiques à certaines personnes, leur permettent de poursuivre leur travail et de faire avancer leur programme. Dans la pratique, leur travail ressemble un peu à celui de la Rural Women's Assembly, en ce sens qu'elles utilisent les maigres ressources dont elles disposent pour soutenir la mobilisation des

femmes, car une grande partie du plaidoyer politique doit se faire dans la capitale, ce qui implique des frais de transport vers et depuis la capitale.

Ces organisations comptent sur leurs membres et sur la communauté pour mener à bien leurs actions. Jonila Castro, du **Kalikasan People's Network for the Environment** aux Philippines, explique que leur action est collective et que leur force repose sur les personnes qui participent à leurs campagnes. Dans leur lutte contre les projets destructeurs pour l'environnement, les projets de remise en état et de développement, les méga-barrages et les projets miniers, elles s'engagent dans un processus dialectique avec la communauté. Elles mènent des recherches au sein de la communauté pour comprendre comment les projets affectent celle-ci et elles systématisent les données afin de créer une campagne. Elles établissent également des alliances avec des scientifiques, des étudiants et des organisations environnementales. Fondé en 2022 au Zimbabwe, **Young Africa Intellectuals** emploie également une stratégie similaire, travaillant à la fois avec les communautés et les institutions universitaires pour mieux comprendre les problèmes de santé et de soins non rémunérés auxquels sont confrontés les jeunes et

les femmes, et élabore divers documents de réflexion et produits de connaissance afin de contribuer à l'ensemble des connaissances et de fournir des approches et des analyses fondées sur des preuves pour éclairer le travail. Tapiwanashe Hadzizi, de Young Africa Intellectuals, a bien résumé la situation lorsqu'il a déclaré : « Il est trop dangereux de travailler seul, nous avons besoin les uns des autres pour être plus efficaces et avoir plus d'impact. »

Parfois, le collectif élargi comprend des personnes auxquelles on ne s'attendrait pas. Parfois, il faut travailler avec différentes personnes en dehors du collectif pour faire avancer les choses, et cela relève simplement d'un autre type de création de relations. » La LeyDem Platform a également collaboré avec des membres du Congrès et des ministères concernés pour aider à promouvoir l'adoption de la loi sur le développement économique des femmes au Guatemala. Ces alliances ont permis au projet de loi de passer les première et deuxième lectures, pour atteindre la troisième lecture au Congrès. Elles ont utilisé des stratégies similaires à celles de WO=MEN, tout en reconnaissant que leurs interlocuteurs avaient des visions et des idéologies très différentes des leurs, mais elles ont utilisé un langage et des processus non menaçants pour atteindre leur objectif.



Les voisines
doivent y aller

« Nous envoyons des sœurs pour évaluer la situation, et elles nous font part de leurs conclusions et de leurs commentaires sur la situation, les besoins et les personnes touchées. Ensuite, nous tenons notre propre réunion pour discuter de ce qui peut être fait et de la manière dont nous pouvons aider », explique Mercia en décrivant le processus d'intervention d'urgence. Une action qu'ils appellent « Les voisines doivent y aller ». En mars 2023, le cyclone Freddy a frappé le Malawi et la Rural Women's Assembly était sur place. La question, dit-elle, est la suivante : « Comment apporter notre solidarité à nos membres au Malawi qui sont confrontés à la crise climatique et aux cyclones, comment pouvons-nous remettre leurs champs en état ? » Après avoir obtenu des informations de leurs membres au Malawi, elles ont rassemblé ce qu'elles avaient, ont fait appel à des donateurs et ont loué une remorque afin que les membres de Zambie puissent se rendre auprès de leurs sœurs et leur donner ce dont elles avaient besoin : des casseroles, des cuillères, des seaux, des serviettes hygiéniques, des semences.

C'est une action que la Rural Women's Assembly a menée à maintes reprises. La nature de leur réseau est telle que lorsqu'un événement survient chez l'une d'entre elles, ses sœurs sont à ses côtés ; elles écoutent ce dont elle a besoin, organisent ce qu'elles peuvent et se rendent sur place.

« Ce sont les petites
choses que nous
pouvons faire »,
a déclaré Mercia.

Lorsque FemLibrary a vu le jour en 2018, l'idée était d'ouvrir un espace qui abriterait des livres féministes queer, organiserait des expositions, des ateliers, des clubs de lecture et des formations, et traduirait également des livres en arménien, français, allemand et russe. À leurs débuts, elles avaient une idée, mais très peu de ressources. Elles

ont reçu des dons de livres de la part d'amis, de militants et de personnes qu'elles connaissaient, ainsi que par le biais de dépôts et d'envois postaux de la part d'inconnus qui avaient entendu parler de l'initiative et souhaitaient y contribuer. Les tables ont été fabriquées par des amis avec des moyens minimaux.

FemLibrary a commencé son aventure grâce à des actes de générosité et de solidarité, en partageant les ressources de manière naturelle, et c'est ainsi qu'elle a traversé la pandémie de Covid, la guerre et les troubles économiques.




Nous sommes la nature

Donc, on crée une communauté, on construit un réseau, on rassemble ses sœurs, puis on cherche un moyen d'y arriver. Peut-être cherche-t-on un modèle. « Nous sommes la nature », a déclaré Mercia, de la Rural Women's Assembly, en expliquant le processus et les objectifs du travail. Et si la nature était le modèle ?

Le travail de la Rural Women's Assembly en faveur de la souveraineté alimentaire, de la souveraineté semencière, des droits fonciers et de la justice climatique, guidé par les principes de l'agroécologie féministe, est une tentative active de promouvoir une relation particulière avec la nature et les unes avec les autres. Leur slogan est « Nous sommes les gardiennes de la terre, de la vie, des semences et de l'amour », une tentative, selon Mercia, « d'articuler nos relations avec la nature ». Ces gardiennes promeuvent les aliments indigènes, la production alimentaire biologique et la conservation des semences, et elles remettent en question la division sociale des terres et les modes de propriété foncière afin de garantir l'accès des femmes à la

terre. « L'environnement est notre source de nourriture... Être défenseur de l'environnement, c'est plus qu'être amoureux de la nature, pour nous, c'est une question de vie ou de mort. » Compte tenu de la crise climatique, la vie est en jeu. Les organisations qui œuvrent pour l'environnement ont souligné l'urgence de protéger la nature : « Protéger l'environnement, c'est protéger notre avenir », a déclaré Jonila, du Kalikasan People's Network for the Environment.

Le Council of Popular and Indigenous Organisations of Honduras (COPINH) est une organisation sociale et politique à large base qui travaille avec les populations autochtones, rurales et urbaines du Honduras. Sous l'égide du COPINH, un collectif communautaire de neuf femmes s'est formé pour produire des engrais biologiques et cultiver leurs propres fruits, légumes et herbes médicinales dans leurs jardins communautaires, dans le but de bâtir des communautés autosuffisantes. Le COPINH les soutient en leur fournissant des banques de semences, notamment des semences patrimoniales et ancestrales. Elles utilisent les fruits et légumes qu'elles cultivent pour leurs familles et vendent le surplus localement, distribuant ce qui n'est pas vendu aux membres de la communauté. Grâce à leur travail, les membres de la communauté n'ont plus besoin de marcher



deux heures pour se rendre au marché afin d'acheter leurs fruits et légumes, ni de marcher deux heures pour se rendre au centre de santé le plus proche, car elles utilisent les herbes médicinales et les remèdes naturels qu'elles cultivent pour soigner les maladies. Ces femmes travaillent également avec les enfants et ont commencé à préparer et à leur servir des repas nutritifs dans les écoles à partir d'ingrédients frais cultivés dans leurs jardins communautaires, avec l'aide d'engrais biologiques qu'elles fabriquent elles-mêmes. Certaines membres commencent également à apprendre à gérer des radios communautaires afin de pouvoir utiliser ces plateformes pour mobiliser et informer les membres de la communauté sur l'accaparement des terres à des fins d'exploitation et d'extraction, et les sensibiliser à la manière de protéger leurs terres ancestrales et communales.

Mais il ne s'agit pas seulement de travailler avec et pour la nature, il s'agit aussi d'apprendre de la nature, de s'en inspirer. Elles emploient des mots tels que réciprocité, solidarité, vie communautaire, épargne et partage, qui semblent tous correspondre à la manière dont l'environnement naturel survit et prospère. Extraire, consommer et accumuler, voilà ce que le capitalisme nous présente comme l'instinct naturel de l'être humain. Les

arbres, qui s'interconnectent dans un réseau de racines et ne survivent que si leurs voisins survivent également, racontent une autre histoire. Lorsque la Rural Women's Assembly partage des semences, lorsque Kalikasan lutte contre l'extraction, lorsque le COPINH distribue des engrais biologiques, des fruits, des légumes et des herbes médicinales, lorsque les membres de la LeyDem Platform offrent leurs bureaux, leur petit-déjeuner ou leur moyen de transport, ils imitent la nature, ce qui revient par défaut à rejeter les processus capitalistes. Cela semble être une bonne stratégie pour tout mouvement : se demander ce que ferait la nature.



Redistribution des ressources, restructuration de tout

On a ses collaborateurs, sa façon d'être, et on fait son travail. Et le travail, pour ces femmes, consiste à redistribuer les ressources au service de la population et à tout restructurer dans leur désir de trouver une manière meilleure, plus douce et plus naturelle. Elles œuvrent pour déplacer



les ressources, les faire circuler et perturber leur valeur. La manière dont elles déplacent les ressources dépend de la façon dont elles concentrent leur travail.

Nathalie Margi, de l'Urgent Action Fund, a clairement expliqué que le modèle de travail, en tant que bailleur de fonds, était centré sur la redistribution des ressources. La question, a-t-elle dit, est de savoir « qui a de l'argent et pourquoi... L'argent est entre de mauvaises mains, accumulé et thésaurisé ». Elle a évoqué les complexités liées au fait d'être un lieu de travail basé aux États-Unis dont les moyens de subsistance du personnel dépendent d'un salaire. « Nous ne sommes pas un syndicat », a-t-elle déclaré. Elle a néanmoins évoqué les changements en cours dans le domaine de la philanthropie et du financement des mouvements, notamment ce que tant d'organisations, de collectifs et de mouvements ont réclamé, à savoir un financement non sollicité et sans restriction (y compris des subventions d'urgence pour les situations d'urgence), et les possibilités créées lorsqu'une subvention devient un don. « Quels types de relations souhaitons-nous entretenir les unes avec les autres ? Qu'est-ce qui devient possible lorsque nous disons que vous n'avez rien à prouver... que vous n'avez pas

besoin de nous rendre des comptes, mais que c'est plutôt nous qui avons quelque chose à vous prouver ? », a-t-elle demandé.

Alors que certains acteurs du secteur du financement ont compris que le financement sous forme de dons a un impact différent de celui du financement destiné à la rédaction de rapports, ces femmes semblent savoir parfaitement comment redistribuer et comment donner. La Rural Women's Assembly partage des semences, propose des formations et des ateliers gratuits, vient en aide aux femmes dans le besoin en leur fournissant ce dont elles ont besoin ; la communauté collective sous l'égide du COPINH crée des familles et des communautés autosuffisantes qui créent, utilisent et partagent des ressources ; et Leydem œuvre pour faire adopter une loi visant à pousser le gouvernement à allouer des ressources publiques au bien-être économique des femmes. Ce ne sont là que quelques exemples de la manière dont les collectifs militent pour la redistribution des ressources et dont ils mobilisent eux-mêmes ces ressources pour répondre à leurs besoins.

Un autre exemple, bien que différent, de redistribution et de restructuration est celui de la coopérative Usha en Inde, fondée lorsque les banques traditionnelles ont refusé de



fournir des services aux travailleuses du sexe à Sonagachi. Comme nous l'a expliqué Sithulisile Moyo du Red Umbrella Fund, les travailleuses du sexe se sont organisées pour donner la priorité à leurs préoccupations économiques et créer leur propre institution financière. La coopérative Usha est une banque coopérative qui compte plus de 20 000 travailleuses du sexe et qui a accordé plus de 4,7 millions de dollars de prêts à 7 231 travailleuses du sexe en l'espace d'un an. Avec une adhésion composée exclusivement de travailleuses du sexe, la banque offre une véritable appropriation et une influence sur la gouvernance et la gestion de la coopérative, ouvrant la voie à des moyens pour les individus et les communautés marginalisés de se construire un pouvoir économique selon leurs propres conditions.

L'un des outils utilisés par ces femmes pour changer et restructurer leurs sociétés est le plaidoyer politique. Même si elles reconnaissent que les politiques ne peuvent à elles seules changer concrètement la vie des gens, elles sont des outils qui peuvent être utilisés pour protéger et faire progresser les droits. Le changement politique, ainsi que sa mise en œuvre et son application, est une préoccupation majeure de la LeyDem Platform, créée dans le but de mettre

en place une législation garantissant l'allocation et l'accès aux ressources pour les femmes au Guatemala. Delila affirme : « Nous payons toutes des impôts, cet argent devrait nous revenir et être réinvesti dans nos communautés ». Les membres de la LeyDem Platform travaillent depuis six ans à l'adoption de la loi sur le développement économique des femmes, en collaboration avec des champions au sein du gouvernement, notamment le Congrès et les ministères concernés. Les progrès réalisés sur ce projet de loi sont dus à plusieurs facteurs, dont l'importance accordée à cette question dès le début. Alors que les membres souhaitaient travailler sur les questions de violence et d'environnement, elles ont décidé de se concentrer sur les questions économiques comme point d'entrée central, qui pourrait ensuite être utilisé pour aborder d'autres questions connexes. La clarté politique dont elles ont fait preuve au fil des ans, ainsi que leur stratégie consistant à répartir la charge et les responsabilités entre les différentes membres de l'équipe, leur ont permis de maintenir leur énergie et leur élan.

Dans le cadre de son travail, la Rural Women's Assembly utilise une résolution déjà en vigueur, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans (UNDROP), comme



outil de plaidoyer. L'UNDROP a été promue par La Via Campesina, un mouvement international qui rassemble des millions de paysans, de travailleurs sans terre, d'autochtones, d'éleveurs, de pêcheurs, de travailleurs agricoles migrants, de petits et moyens agriculteurs, de femmes rurales et de jeunes paysans du monde entier afin de défendre l'agriculture paysanne pour la souveraineté alimentaire. Elle comprend des articles qui traitent des droits des femmes rurales en matière de souveraineté alimentaire, du droit à la terre et du droit aux semences. La Rural Women's Assembly a publié une brochure sur l'UNDROP destinée à être distribuée localement. Elle organise des séminaires et des cercles d'étude et promeut et popularise l'UNDROP dans des contextes locaux et internationaux. Elle travaille avec des dirigeants locaux de différentes provinces pour présenter la déclaration et vérifier si elle est respectée. L'espoir est que si les membres, si les femmes rurales connaissent leurs droits en vertu de cette déclaration (qui a été ratifiée par l'Afrique du Sud), ces droits seront défendus et respectés. La Rural Women's Assembly se rend également dans des instances internationales, notamment à l'Examen périodique universel de la Déclaration à Genève, afin de formuler des recommandations pour sa mise en œuvre.

Au-delà des lois et des politiques officielles, les normes, les attitudes, les préjugés et les pratiques peuvent constituer des obstacles au changement. Equality for Growth s'efforce de mettre en avant les discussions sur la nécessité de fournir des services de garde d'enfants sur les marchés, ainsi que sur la reconnaissance de celles qui assument la charge des soins, les rôles et les attentes liés au genre et leur impact. De ce fait, la charge des soins est devenue un sujet de discussion plus important dans le discours public en Tanzanie, où elle n'était auparavant pas du tout abordée dans les espaces publics ou au niveau communautaire, mais uniquement au niveau politique par quelques organisations qui ont mis en place des programmes de garde d'enfants. Young Africa Intellectuals s'efforce également de créer un environnement social favorable qui valorise les soins non rémunérés, cherche à les réduire et à les redistribuer, afin de permettre aux femmes et aux filles qui en assument la charge d'avoir plus de temps pour leurs loisirs et/ou d'autres activités de leur choix. Pour ce faire, l'organisation mène des dialogues ouverts, écoute les expériences des communautés et utilise des approches participatives pour sensibiliser les membres et les dirigeants des familles et des communautés.

Adapter le langage à ses besoins

Le langage est un aspect très important de la stratégie. Les organisations et collectifs avec lesquels nous avons discuté nous ont conseillé d'utiliser le langage qui permet d'atteindre les objectifs fixés. Pour ce type de personnes, vous minimiserez le discours fondé sur les droits et direz, par exemple, « si les agricultrices disposaient des mêmes ressources que les agriculteurs, elles produiraient autant, ce qui serait efficace et réduirait la faim ». Vous ne parlerez pas de l'égalité des droits pour les femmes.

Equality for Growth en Tanzanie utilise également cette tactique, comme l'explique Jane : « nous utilisons le langage qu'ils comprennent (les KPI, ou indicateurs clés de performance) pour faire avancer notre programme »

Certaines femmes ont déclaré que dans la plupart de leurs activités, à l'exception des réunions internationales ou des propositions et rapports destinés aux bailleurs de fonds, elles évitaient d'utiliser certains termes qui pourraient nuire à leur travail et, dans certains cas, s'avérer dangereux ou entraîner l'arrêt de leurs activités. Par exemple, FemLibrary, tout en se considérant comme un collectif féministe queer,

ne se présente pas comme tel à ses voisins. Pour ses voisins, il s'agit d'un collectif de femmes universitaires et chercheuses qui créent un espace pour leur travail. Elles agissent ainsi car si leurs voisins entendaient les termes « queer » et « féministe », elles seraient très probablement chassées. LeyDem joue également avec le langage afin de rester en sécurité et de poursuivre son travail.



**« Parler de la terre, c'est
comme jurer en public »,
explique Dalila, « ... nous le
camouflons en l'appelant «
développement »**



Dangers

Lors d'une conversation très précoce avec Sanyu, elle a déclaré : « Les risques sont d'autant plus prononcés au fur et à mesure que l'on se rapproche du niveau local... en raison de la proximité avec le pouvoir. » C'est certainement ce que nous avons constaté en discutant avec ces femmes. Il y a le danger que représentent les entreprises et les gouvernements, qui tirent profit du contrôle des systèmes alimentaires, des industries agricoles et extractives, pour les gardiennes des semences et les défenseuses de l'environnement ; il y a le danger que représente la société lorsqu'on introduit des modes de vie en dehors du courant dominant ; il y a le danger auquel sont confrontées les travailleuses du sexe de la part de tout le monde ; sans parler de la violence potentielle à laquelle les femmes sont confrontées de la part de leurs maris pour avoir exercé un travail en dehors de la maison, pour s'être organisées et avoir attiré l'attention sur elles. « Où étais-tu ? Avec qui étais-tu ? » sont des questions courantes que les femmes qui exercent ce travail se voient poser par leurs maris. Ce sont des questions courantes pour les femmes, point final.

Les femmes avec lesquelles nous avons discuté nous ont fait part de risques allant de ceux rencontrés par FemLibrary, qui a dû déménager quatre fois en six ans en raison de la opposition du voisinage, à ceux rencontrés par Jonila, qui a été enlevée et emprisonnée par l'armée alors qu'elle menait une enquête dans la baie de Manille, où des communautés avaient été touchées par des projets de



remise en état. Lorsque nous avons demandé à Sithulisile, du Red Umbrella Fund, qui nous pouvions contacter pour des entretiens, elle a répondu : « [Les travailleuses du sexe en] Chine sont passibles de la peine de mort, au Soudan du Sud, elles sont pourchassées par l'armée, en Amérique latine, il y a de nombreux cas de meurtres... ». Comme elle l'a dit, « le travail du sexe en soi est une rébellion contre la misogynie, l'économie non féministe et un changement vers l'autonomie financière et corporelle », ce qui fait des travailleuses du sexe une cible pour la société dans son ensemble.

Tous ces dangers ont toujours existé. Mais cette fois-ci en particulier, on assiste à un rétrécissement des espaces (à la fois par des menaces explicites de violence et par des stratégies d'obstruction plus subtiles) où les gens peuvent se réunir, s'engager, s'organiser et être là les uns pour les autres. Il est de plus en plus difficile d'apporter des changements en cette période d'agression, de guerre et de menaces de guerre, où les milliardaires et ceux qui aspirent à le devenir tiennent les rênes. Et, bien sûr, il existe de très nombreux moyens de contrecarrer et de tuer le changement. Le financement diminue pour les mouvements au service de la vie et augmente pour ceux qui profitent de la destruction de la vie, de l'environnement et de la capacité

des personnes à survivre. Les personnes à qui nous avons parlé travaillent dans cette période très instable, hostile et effrayante.

Les difficultés du travail, au-delà même du danger, sont les mêmes que celles rencontrées pour faire avancer n'importe quel projet. Il est difficile de faire avancer les choses, difficile certainement de maintenir l'énergie et l'engagement des mouvements, des collectifs et des réseaux. Il est difficile de maintenir une ligne politique, difficile de faire des compromis, difficile de faire place à des points de vue variés tout en gardant des objectifs et des valeurs clairs. Il existe des querelles internes et externes qui pourraient menacer de mettre fin à tout cela. Pour l'instant, ces femmes sont là. Elles semblent conscientes des dangers, conscientes de la fatigue liée à ce travail, et certaines ont également évoqué le rôle corrupteur et conflictuel de l'argent et du financement dans leur travail. Elles font ce qui leur convient pour se protéger collectivement et poursuivre leur travail, afin de rester responsables, en sécurité et motivées. Après avoir évoqué les effets de la Covid, la deuxième guerre du Haut-Karabakh et les luttes internes et externes, Arpi Balyan, de FemLibrary, a déclaré vers la fin de notre conversation : « Nous considérons comme une victoire le fait d'être encore là... »

Parce qu'il y a trop de lourdeur dans ce monde, parce que nous connaissons déjà les dangers et parce que nous essayons activement de garder cette lumière, voici une histoire de risque que nous voulons raconter:

Mercia a expliqué que bien que les sociétés multinationales puissent envoyer des semences partout dans le monde, il est illégal pour les gens de les transporter à travers la frontière. Mais ses sœurs avaient besoin de semences provenant de l'autre côté de la frontière, alors,

« Les femmes sont très conscientes et nous devenons très créatives. Quand je suis allée voir nos sœurs au Swaziland, j'ai mis des graines dans des perles dans un panier. »

Elle ne s'est pas fait prendre.

Voici un résumé de la diversité des stratégies employées:

4

Maintenir un personnel réduit et des réseaux étendus –

une équipe centrale composée de deux femmes (Rural Women's Assembly)

un collectif de neuf femmes (au sein du COPINH)

un secrétariat composé de six femmes malgré un réseau très étendu (LeyDem Platform)

une équipe de huit jeunes dirigée par des jeunes (Young Africa Intellectuals)

1



La première nous rappelle un proverbe africain : « Seul, tu vas vite, ensemble, tu vas loin » - **travailler en collectif et nouer des alliances** (avec diverses communautés et institutions : populations autochtones, travailleurs, femmes du marché, agriculteurs, hommes, jeunes, personnes âgées, enfants, personnes handicapées, syndicats, organisations de la société civile et communautaires, différents niveaux et branches du gouvernement)

2



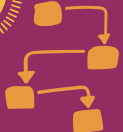
Pas d'institutionnalisation, structures souples – collectifs, réseaux, mouvements dotés de structures souples permettant une certaine fluidité et flexibilité pour répondre aux problèmes/causes émergents, sans être freinés par la bureaucratie

3



Conscients que tous ces efforts prennent du temps à porter leurs fruits, il est important de travailler en équipe, d'assurer un **rotation du leadership et des responsabilités** afin de maintenir l'énergie et la dynamique

5



Tout en reconnaissant la nature interdépendante et intersectionnelle des enjeux, travailler sur un seul enjeu à la fois afin de rester concentré et **d'approfondir plutôt que d'élargir**

6



Gérer les ressources limitées de manière créative – grâce à des assemblées virtuelles, au recours à des bénévoles, à l'utilisation des ressources d'organisations partenaires telles que les moyens de transport, les bureaux, les fournitures, le savoir-faire technique et le soutien

9



Œuvrer de manière créative à la sécurité collective et à la durabilité au cas par cas et de manière flexible, en se tenant informé, en maintenant les voies de communication ouvertes, en modifiant la composition du personnel et les responsabilités, parfois en déménageant et en se cachant, et en entretenant des relations

8



Œuvrer à la création d'un environnement social propice en allant au-delà de la politique pour se concentrer sur le changement et la transformation des normes, des attitudes, des comportements et des pratiques

7



Œuvrer à un changement de politique afin de créer un environnement politique favorable

10



Faire preuve de souplesse dans le langage utilisé afin de progresser

11



Constituer et contribuer à un corpus de connaissances afin de mieux documenter et comprendre les enjeux et de partager les pratiques fondées sur des données probantes

Retour au début

Au départ, lorsque nous avons demandé aux membres du consortium ce que ce travail leur inspirait, beaucoup ont répondu par des mots tels que « espoir », « enthousiasme » et « inspiration ». C'était très agréable à entendre, mais aussi étrange. Il y a tant à désirer dans le monde actuel, le capitalisme semble gagner du terrain et devenir plus audacieux, plus avide, plus effronté. Mais les sœurs ont dit qu'elles étaient pleines d'espoir, enthousiastes et inspirées, et nous sommes venus les écouter.

En entendant ces récits, nous voyons que c'est tout à la fois. Le désespoir et l'enthousiasme, la frustration et la jubilation ; un monde de danger et de créativité, de cruauté et de solidarité, de cupidité et de communauté. C'est le négatif et le positif, c'est un vaste réseau de stratégies, de petits gestes qui disent « Nous sommes avec vous, vous n'êtes pas seules », de petits actes qui disent « Nous allons changer notre façon de faire les choses aujourd'hui », et des luttes plus importantes qui disent : « Nous sommes là pour le long terme ». Diverses approches, alliances diverses, parfois des compagnons étranges.

**Nous traçons notre chemin au fur
et à mesure que nous avançons »,
a déclaré Mercia.
Et tant que le bien continue, il y a
de l'espoir.**

Troisième
partie :

Recueil







Council of Popular and Indigenous Organisations of Honduras (COPINH), Honduras

Le COPINH, ou Conseil des organisations populaires et indigènes du Honduras (Council of Popular and Indigenous Organisations of Honduras), a été fondé en mars 1993 par la défenseure des droits humains Berta Cáceres afin de défendre le peuple indigène Lenca du Honduras, en plaidant pour l'autonomie gouvernementale, la protection de l'environnement et la fin des violences dont il est victime. Ses membres ont été victimes de menaces, de harcèlement, d'abus et de blessures, et certains ont même été tués, notamment la fondatrice Berta, assassinée chez elle en 2016. Au cours des dernières décennies, le COPINH s'est mobilisé contre la privatisation de l'eau, les barrages hydroélectriques, l'appropriation des terres et d'autres politiques économiques néolibérales, ainsi que contre la politique étrangère des États-Unis.

Le COPINH est une organisation sociale et politique à large base qui travaille avec les populations autochtones, paysannes et urbaines du Honduras. Sous l'égide du COPINH, un collectif communautaire de neuf femmes s'est formé pour produire des engrais biologiques et cultiver leurs propres fruits, légumes et herbes médicinales dans leurs jardins communautaires, dans le but de bâtir des communautés autosuffisantes. Le COPINH les soutient en leur fournissant des banques de semences, notamment des semences patrimoniales et ancestrales. Elles utilisent les fruits et légumes qu'elles cultivent pour leurs familles

et vendent le surplus localement, distribuant ce qui n'est pas vendu aux membres de la communauté. Grâce à leur travail, les membres de la communauté n'ont plus besoin de marcher deux heures pour se rendre au marché afin d'acheter leurs fruits et légumes, ni de marcher deux heures pour se rendre au centre de santé le plus proche, car elles utilisent les herbes médicinales et les remèdes naturels qu'elles cultivent pour soigner les maladies. Ces femmes ont également commencé à préparer et à servir aux enfants des repas nutritifs dans les écoles à partir d'ingrédients frais cultivés dans leurs jardins communautaires, grâce à leurs engrais biologiques. Certaines membres commencent à apprendre à gérer des radios communautaires afin de pouvoir utiliser ces plateformes pour mobiliser et informer les membres de la communauté sur les accaparements de terres à des fins d'exploitation et d'extraction, et leur fournir des informations sur la manière de protéger leurs terres ancestrales et communales.

La communauté collective composée de neuf femmes est petite et efficace. Son objectif principal est l'autosuffisance, ce qui lui garantit bien sûr un certain niveau de liberté et d'indépendance vis-à-vis de l'État. Et, bien que les questions foncières soient liées à l'État (et que leur travail consiste également à lutter pour les droits fonciers), cette petite communauté de femmes fonctionne de manière à ce que l'État n'intervienne pas dans leur vie quotidienne.

Elles cultivent leur nourriture et vendent le surplus, elles produisent leur propre engrais biologique, elles fabriquent leurs médicaments, elles protègent leurs semences. Elles sont confrontées à des défis posés par l'État et, souvent, à des défis qui viennent de leur propre foyer. Il est arrivé que des maris interdisent à leurs femmes de poursuivre leur travail. Les femmes du collectif essaient de se soutenir mutuellement et de faire comprendre aux maris les avantages de leur travail pour la communauté. Elles envisagent et créent une communauté où elles-mêmes, leurs enfants et leurs terres sont pris en charge.



Council of Popular and Indigenous Organisations of Honduras



plus de **200**
communautés Lenca




Former leurs membres



Gérer des radios
communautaires pour la
sensibilisation et l'éducation
sur les droits fonciers.

9



collectif
communautaire
de neuf femmes



S'opposer aux politiques
économiques néolibérales
et à la politique étrangère
des États-Unis



Défend le peuple
indigène Lenca



Fournir des
programmes de repas
scolaires nutritifs pour
les enfants



Faites pousser des jardins
communautaires avec des fruits,
des légumes et des
herbes médicinales



fournir des banques de
semences incluant des
semences patrimoniales
et ancestrales

Activités



Produire des engrais
biologiques.



Equality for Growth, Tanzanie

Equality for Growth est une organisation fondée en 2008 en Tanzanie qui défend les droits des femmes travaillant dans le secteur informel. Elle s'intéresse particulièrement aux femmes qui travaillent sur les marchés, plaidant pour qu'elles aient accès à des ressources productives et puissent s'organiser entre elles afin de participer davantage à la gouvernance des marchés et d'y occuper des postes à responsabilité. Equality for Growth a élaboré des lignes directrices pour aider à combattre et à mettre fin à la violence basée sur le genre, et a également fait pression pour que des services de garde soient mis en place sur les marchés. Le travail d'Equality for Growth a abouti à la création d'un réseau de 10 000 femmes championnes qui influencent les décisions au niveau des marchés.

L'une des questions sur lesquelles travaille Equality for Growth consiste à mettre en avant les discussions sur la nécessité de mettre en place des services de garde d'enfants sur les marchés, ainsi que sur la reconnaissance de celles qui assument la charge des soins, les rôles et les attentes liés au genre et leur impact. Avant leur intervention, la discussion était réservée au niveau politique parmi les quelques organisations qui ont mis en place des programmes de garde d'enfants. Aujourd'hui, la charge des soins est devenue un sujet de discussion plus important dans le débat public en Tanzanie, où les grandes

communautés, les organisations et les gouvernements locaux discutent et débattent des services de garde d'enfants.

L'organisation est confrontée à un décalage entre les directives et la réalité, en particulier en ce qui concerne le marché. L'État a publié des directives interdisant la présence d'enfants sur le marché pour des raisons de sécurité, mais il n'a pas proposé d'alternatives aux mères pour garder leurs enfants pendant qu'elles travaillent. Les femmes qui travaillent au marché sont alors confrontées à des sanctions parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer une garde d'enfants privée. La charge repose donc toujours sur les femmes qui travaillent. Equality for Growth œuvre en faveur de la mise en place de services de garde d'enfants à l'échelle nationale, ce qui ne se limite pas à former des leaders pour faire passer le message et faire pression sur les gouvernements locaux, mais implique également de travailler avec des architectes et des technocrates afin de concevoir des infrastructures qui tiennent compte de l'espace nécessaire pour les structures de garde d'enfants.

Equality for Growth crée une vaste communauté de personnes qui n'étaient auparavant pas connectées autour du travail dans le secteur informel. Si le changement politique est l'un des principaux objectifs de son action, Equality for Growth considère que la sensibilisation et le

changement d'attitude à l'égard des femmes travaillant dans le secteur informel, de leurs besoins et de la responsabilité de l'État sont des étapes essentielles pour faire évoluer les choses. L'organisation a non seulement mis en relation les communautés, mais aussi les problèmes auxquels les femmes sont confrontées dans le secteur informel, notamment le manque de structures de garde d'enfants, la violence basée sur le genre et le harcèlement, les problèmes de transport, le manque de services publics et le déséquilibre des charges financières.

Equality for Growth envisage un monde où le secteur informel occupe la place qui lui revient dans la société. Étant donné que le secteur informel représente une part importante de l'économie, Equality for Growth suggère qu'il soit pris en compte dans les considérations politiques et budgétaires. L'organisation envisage un pays où les femmes du secteur informel sont libres de travailler, bénéficient de services de garde d'enfants, sont en sécurité et protégées par la loi et son application. Elle envisage un pays où les femmes leaders du secteur informel forment d'autres leaders, qui à leur tour forment d'autres leaders. Un pays de championnes.



FemLibrary, Arménie

FemLibrary est née d'une idée il y a dix ans et s'est concrétisée en 2018. L'idée a été inspirée par l'amour des livres, de la culture, de l'art, de l'apprentissage et de la sororité. Elle a également été inspirée par le désir de créer un espace sûr pour les communautés queer et de réunir l'activisme féministe et queer, l'art et le monde universitaire.

FemLibrary est un collectif féministe queer non institutionnalisé qui réalise ce qu'il s'est fixé comme objectif, à savoir offrir un espace dédié aux livres, à la culture et à l'art, et organiser des expositions, des ateliers et des clubs de lecture. Afin d'élargir l'accès à la littérature et à la narration, Femlibrary traduit également des livres en arménien et propose des ouvrages écrits en français, en allemand et en russe.

À ses débuts, FemLibrary avait de la passion, mais peu de ressources. Elle comptait sur la gentillesse et la générosité d'amis et d'inconnus qui lui faisaient don de livres. Le mobilier de l'espace a été fabriqué par des amis et le travail de création et de maintien du collectif a été effectué sur une base volontaire. En plus de ce qu'elles avaient initialement prévu de créer, elles ont commencé à organiser des camps féministes, ou ce qu'elles appellent FemCamp, pour les jeunes filles, les femmes et les personnes non binaires. Lors de ces camps, elles partagent avec les participantes leurs

connaissances sur le féminisme intersectionnel, l'histoire du féminisme de base en Arménie et dans la région, ainsi que sur la pensée et la pratique radicales.

La vision de FemLibrary est celle d'un monde nouveau, réinventé et reconstruit par des femmes et des personnes queer qui se sont émancipées des oppressions et des préjugés hétéronormatifs et qui ont démantelé les structures patriarcales. FemLibrary vise à unir les féministes arméniennes à travers les mouvements, les initiatives, les groupes et les organisations. Elle s'efforce de lutter contre le patriarcat, l'hétéronormativité, la neuronormativité, le militarisme, le colonialisme et d'autres formes d'oppression qui se recoupent, en produisant des connaissances féministes intersectionnelles et en encourageant un activisme créatif.

Au cours de sa jeune existence, FemLibrary a dû faire face à une pandémie dévastatrice et à une guerre qui ont provoqué de l'incertitude, une augmentation de l'inflation et de la pauvreté, ainsi que des restrictions concernant les rassemblements communautaires.

De plus, bien que FemLibrary soit un collectif qui aspire à une communauté inspirée par l'amour, la créativité et l'acceptation, le monde qu'il crée est considéré par certains membres de la communauté comme dangereux,

inacceptable et menaçant pour leur mode de vie et leur conception de la vie. Les préoccupations économiques et sécuritaires liées à la pandémie, à la guerre et aux réactions négatives de la communauté ont créé des défis pour le collectif, notamment la nécessité de déménager quatre fois en six ans d'existence. De nombreuses initiatives similaires ont succombé à la pression de l'époque. Elles considèrent comme une victoire le fait d'exister encore et de continuer à travailler pour survivre et prospérer.

Dans leur interrogation et leur imagination d'un monde libéré, le collectif FemLibrary concentre ses critiques sur le capitalisme, le colonialisme, le patriarcat et tous les autres systèmes et idéologies qui oppriment les peuples. En essayant de comprendre les guerres, la pandémie et l'état actuel de leur communauté, de leur pays, de leur région et du monde, les membres du collectif s'efforcent de mettre en relation le capitalisme, la pauvreté, le colonialisme et la militarisation. Il s'agit d'un processus d'apprentissage constant et même au sein de leurs propres systèmes d'organisation interne, les membres se posent des questions. Comme l'a déclaré un des membres, « nous repensons les choses chaque mois. Nous savons que l'argent est source d'exploitation, mais nous essayons de trouver un équilibre entre le besoin d'argent et la critique du capitalisme ».

FemLibrary est un collectif vivant qui continue d'apprendre, de poser des questions et d'apporter les changements nécessaires. Elle met l'accent sur la communauté et l'interdépendance des systèmes, des idéologies et des relations. Dans son travail, elle crée un espace pour essayer de comprendre l'ensemble de l'écosystème, son fonctionnement et comment il pourrait fonctionner si le but était uniquement de créer et non de détruire.





Kalikasan People's Network for the Environment, Philippines

Kalikasan, qui signifie « nature » en philippin, est un réseau regroupant plus de quarante ONG, organisations locales et défenseurs de l'environnement qui organise des campagnes nationales contre la destruction de l'environnement, le contrôle des entreprises, l'exploitation minière, les mégabarrages et les projets de remise en état des terres. Fondé en 1997, Kalikasan œuvre avec la conviction que la lutte pour l'environnement est une lutte pour le bien-être des populations et pour la vie. La lutte pour l'environnement s'inscrit dans le cadre plus large de la lutte sociale contre l'exploitation et l'oppression et pour la démocratie et la libération.

Les objectifs de Kalikasan consistent notamment à enquêter et informer, à s'engager et collaborer, à organiser et mobiliser, ainsi qu'à favoriser et encourager. Leur stratégie s'articule autour de l'éducation de la communauté afin de susciter un effort et une action collectifs. L'alliance au sein du réseau comprend des scientifiques, des étudiants, des organisations environnementales et des membres engagés de la communauté. Kalikasan décrit son travail comme un processus dialectique dans lequel elle mène des recherches au sein des communautés, systématise les données, puis mène des campagnes de sensibilisation qui comprennent des manifestations, des actions de lobbying et des actions de solidarité internationale. Les campagnes sont menées et dirigées par la communauté et visent à mettre les

entreprises et le gouvernement à contribution, ainsi qu'à maintenir les gouvernements et les investisseurs étrangers dans le droit chemin en étudiant les politiques et les investissements et en menant des campagnes contre tout ce qui ne sert pas les intérêts de la population.

Le travail accompli par les membres du réseau Kalikasan est dangereux. Les projets contre lesquels ils militent représentent des sommes colossales, et les enjeux sont considérables pour l'État et les entreprises. Ils sont donc victimes d'intimidations et menacés d'arrestation, d'enlèvement, de disparition et d'aveux forcés et mensongers par l'armée. Les défenseurs de l'environnement sont qualifiés de terroristes et parfois jugés comme tels. En 2023, deux militants écologistes de Kalikasan ont été enlevés par l'armée et interrogés pendant une semaine avant d'être libérés, en partie grâce au tollé général et aux demandes de libération. Le travail en faveur de la justice environnementale étant dangereux, Kalikasan s'efforce également d'aider les défenseurs de l'environnement attaqués.

Vivant dans une région où les effets du changement climatique sont présents, où les menaces et les changements qui pèsent sur la baie de Manille sont évidents, Kalikasan se bat pour un avenir différent. L'ordre actuel mènera inévitablement à une destruction de

l'environnement induite par le changement climatique. Il promet un avenir invivable, un avenir sans vie, sans aucun avenir. Le réseau sait que l'environnement est la source de notre nourriture, de notre air et de notre eau. Comme l'a dit l'un des membres, « être défenseur de l'environnement, c'est plus qu'être amoureux de la nature, c'est défendre la biodiversité et se battre pour la vie ». Les menaces qui pèsent sur l'environnement proviennent d'intérêts capitalistes, financés à l'échelle mondiale et motivés par le profit. Kalikasan envisage et se bat pour un monde où la vie vaut plus que le profit de quelques-uns, où le pouvoir appartient à la communauté, où la nature est réciproque et où la vie vaut plus que le papier. Ils le font en sachant que même si le monde qu'ils envisagent peut prendre du temps, peut-être plus que leur propre vie, cela vaut la peine de se battre pour lui.





LeyDem Platform, Guatemala

La LeyDem Platform, ou Plateforme pour la loi sur le développement économique, a été lancée en 2018. Il s'agit d'une alliance bénévole regroupant plus de 150 organisations de femmes, qui compte des milliers de femmes issues de différents mouvements (femmes au foyer, ouvrières, femmes rurales et autochtones, femmes vivant avec le VIH/sida, femmes handicapées, etc.) et dont l'objectif unique est de plaider en faveur de l'adoption, de l'application et de la mise en œuvre de l'initiative 5452, la loi sur le développement économique des femmes. Le projet de loi est actuellement en cours de discussion au Congrès et a été adopté en deuxième lecture. La Plateforme s'efforce désormais de faire en sorte que le projet de loi soit adopté en troisième lecture. Le projet de loi demande au gouvernement d'allouer des ressources aux femmes, de reconnaître leurs contributions et de leur garantir l'accès à des ressources productives afin de maintenir leur bien-être économique.

LeyDem dispose d'un secrétariat composé de six personnes et alterne chaque année, trois d'entre elles consacrant davantage de temps à l'organisation afin de maintenir l'énergie et la dynamique. L'alliance fonctionne grâce au temps et aux ressources du secrétariat et de ses membres, de sorte que les personnes ne sont pas tenues d'être disponibles à tout moment. L'idée est que la vie est bien remplie et peut être imprévisible, c'est pourquoi la structure

de l'alliance et les tâches sont réparties en conséquence. Différentes personnes se voient confier des tâches spécifiques qui correspondent à leur emploi du temps et à leur disponibilité. Beaucoup de femmes de l'alliance n'ont pas d'expérience dans le domaine du plaidoyer ou du travail dans les sphères politiques, mais elles s'engagent ici parce qu'elles ont un objectif commun, précis et tangible auquel elles croient toutes. La LeyDem Platform dispose de ressources limitées. Elle utilise les ressources dont elle dispose pour le transport (le lobbying se fait principalement dans la capitale, tandis que l'organisation se fait dans les territoires) et pour organiser des conférences de presse et d'autres réunions. Elle compte sur la mise en commun des ressources d'autres organisations, certaines lui fournissant des bureaux, d'autres des moyens de transport et du covoiturage. Parfois, les membres paient eux-mêmes leurs frais de transport afin de poursuivre leur travail. Lorsqu'elles ont fait du porte-à-porte, les femmes se sont vu offrir des repas et un endroit où se reposer.

LeyDem n'est pas seulement confronté à un État réticent et bureaucratique, mais aussi à des notions et des systèmes patriarcaux profondément enracinés, ou, comme le disent ses membres, au machisme. Ses membres comprennent qu'une loi ne changera pas automatiquement la culture,

mais elles sont convaincues qu'elle contribuera à un changement. Comme beaucoup de personnes engagées dans des mouvements à travers le monde, elles savent que le chemin est long et que les stratégies sont nombreuses. C'est un objectif vers lequel elles travaillent toutes, comme un tremplin, et non comme une solution miracle aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes au Guatemala.

Les femmes de la LeyDem Platform envisagent un autre monde, un autre Guatemala où les femmes sont en sécurité, protégées et soutenues. Où les femmes ont accès à la terre, aux ressources et aux moyens de production. Les femmes ont toujours pris soin de la terre et l'ont toujours travaillée. Elles sont déjà, et ont toujours été, des entrepreneuses. Elles paient déjà, et ont toujours payé, des impôts. Les femmes de la LeyDem Platform travaillent ensemble, au sein d'une communauté vaste et diversifiée, pour s'assurer que les femmes obtiennent en retour ce qu'elles ont investi. Pour garantir une réciprocité équitable entre les femmes et l'État et que les droits des femmes, leur accès aux moyens de production, soient inscrits dans le budget national et appliqués dans la loi.

La LeyDem Platform

Alliance de plus de
150
organisations de femmes



les personnes
handicapées



travailleurs



6 Secrétariat de 6
personnes, alternant
chaque année (leadership et
responsabilités tournants)



3 d'entre eux
consacrant plus
de leur temps



Comprend des milliers
de femmes à travers
les mouvements



Ménagères



femmes rurales et
autochtones



les personnes vivant
avec le VIH/SIDA





Rural Women's Assembly, Afrique australe

« Nous sommes
les gardiennes de
la terre, de la vie,
des semences et
de l'amour »

La Rural Women's Assembly (RWA) est un réseau auto-organisé de mouvements, d'assemblées et d'organisations de femmes rurales dans différents pays de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). La Rural Women's Assembly est née d'un rassemblement organisé en 2009 à Limpopo, en Afrique du Sud, par le Land Access Movement of South Africa (LAMOSA), le Women on Farms Project (WfP) et le Trust for Community Outreach and Education (TCOE). Au cours de cette rencontre, plus de 250 femmes de divers pays d'Afrique australe se sont réunies pour représenter les productrices paysannes, les petites agricultrices et les militantes œuvrant pour les droits fonciers, la souveraineté alimentaire et les droits reproductifs. Les femmes ont partagé leurs luttes, leurs expériences et leur désir d'unité entre les différents mouvements et organisations représentés. Cette rencontre a été le catalyseur d'un mouvement féministe unifié de femmes rurales et a marqué le début d'un collectif qui allait créer la RWA, sa charte et sa plateforme d'action. Depuis sa création, des sections ont vu le jour dans plusieurs pays d'Afrique australe, notamment au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, en Namibie, en Afrique du Sud, au Swaziland, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe.

Le slogan initial de la Rural Women's Assembly était « Nous sommes les gardiennes de la terre, de la vie et de l'amour », puis il a été modifié pour devenir « Nous sommes les gardiennes de la terre, de la vie, des semences et de l'amour ». Ce slogan englobe le travail et la volonté de la Rural Women's Assembly de sensibiliser, de créer de la solidarité et de pratiquer la réciprocité. Le réseau tente en partie d'articuler la relation entre les personnes et la nature, de promouvoir l'amour de la terre, de considérer les semences comme la vie et les femmes comme des semences, et d'encourager l'amour afin de lutter contre la violence à tous les niveaux, y compris la violence basée sur le genre et la violence liée à l'accaparement des terres, au contrôle des systèmes alimentaires par les entreprises, à la faim, à la privation des droits et à la cupidité capitaliste. Le système qui guide le travail est l'agroécologie féministe, ce qui signifie pour le réseau non seulement prendre en compte la manière de prendre soin de la terre, mais aussi comprendre et remettre en question la division sociale du travail ainsi que les modes de propriété foncière qui privent les femmes de leurs droits.

La Rural Women's Assembly milite pour la souveraineté alimentaire, la souveraineté semencière, les droits fonciers et la justice climatique (et contre le contrôle des terres et des systèmes alimentaires par les entreprises) à travers des séminaires, des ateliers, des travaux de recherche et

de documentation, et des actions de plaidoyer politique. Elle encourage la conservation et le partage des semences, les banques de semences, l'agriculture à petite échelle, le compost naturel et la réintroduction d'aliments indigènes et nutritifs. Elle milite pour la garantie des droits des femmes et des filles rurales, en assurant leur accès à la terre et leur propriété foncière. Elle mène des campagnes de sensibilisation aux niveaux national, régional et mondial et a adopté la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans (UNDROP) comme cadre juridique et de sensibilisation permettant de mettre les autorités à contribution et de créer des critères d'évaluation. La Rural Women's Assembly mène également des actions urgentes pour fournir des ressources et du réconfort aux femmes dans le besoin grâce à un programme intitulé « Neighbors Must Go » (Les voisins doivent y aller). Elles ont mis en place des lignes de communication ouvertes entre leurs membres afin que, lorsqu'un cyclone frappe le Malawi, par exemple, les femmes du réseau se réunissent, évaluent les besoins de leurs sœurs et collectent des fonds. Celles qui sont les plus proches et qui peuvent se déplacer se rendent dans la région touchée, souvent par la route, et fournissent des ressources à leurs sœurs dans le besoin.

La Rural Women's Assembly envisage et crée un monde très différent de celui imaginé par les sociétés multinationales agroalimentaires et pharmaceutiques, loin des idéaux

contraignants, axés sur les déficits et motivés par la concurrence du modèle capitaliste mondial. Le réseau envisage un monde aligné sur l'agroécologie féministe, la biodiversité, la souveraineté alimentaire et semencière ; un monde où l'agriculture à petite échelle est la norme, où les femmes ont accès à la terre et en sont propriétaires, où la nourriture est bonne et le sol sain ; un monde exempt de violence contre la terre, les semences et les femmes. Ces personnes travaillent dans un esprit d'abondance et respectent la loi de la réciprocité. Elles apprennent de la nature et imitent ses méthodes. Elles envisagent ce monde et, par leur travail, le recréent.



Rural Women's Assembly



160,000

membres



proposer des formations et des échanges dans des écoles féministes



promouvoir la gestion des déchets et les efforts de compostage;



2 membres du personnel



Agent fiscal pour les dons



Réunions Zoom mensuelles



organiser des événements et des foires pour mettre en valeur la souveraineté alimentaire et les méthodes de production alimentaire des peuples autochtones ;

Activités

agroécologie féministe



plaider en faveur de changements politiques et fournir une aide d'urgence à leurs membres et voisins en cas de besoin



fournir des banques de semences et le partage de semences



Young Africa Intellectuals, Zimbabwe

Young Africa Intellectuals (YAL) est un groupe dirigé par des jeunes, fondé en 2022, composé d'une petite équipe de huit personnes, d'un conseil d'administration, de bénévoles et de stagiaires, tous âgés de moins de 30 ans. Young Africa Intellectuals travaille dans des communautés particulièrement marginalisées ou négligées, notamment dans les zones rurales, les quartiers informels/squats et les camps de réfugiés. Le groupe mène des initiatives de sensibilisation, d'éducation et de formation, de recherche, d'innovation et de campagnes de plaidoyer. Il travaille sur diverses questions, notamment la violence basée sur le genre, les grossesses chez les adolescentes, le cyberharcèlement, le VIH/sida, la toxicomanie, la maltraitance des enfants, les droits des femmes, le sous-emploi des jeunes et le travail de soins non rémunéré. Il croit en des solutions aux défis de la société menées par des jeunes et fondées sur des données probantes.

Young Africa Intellectuals travaille à la fois avec les communautés et les institutions universitaires afin de mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes et les femmes. L'organisation produit divers documents de réflexion et produits de connaissance afin de contribuer à l'ensemble des connaissances et de fournir des approches et des analyses fondées sur des preuves pour

éclairer son travail. Elle y parvient grâce à des dialogues ouverts, à l'écoute des expériences communautaires et à l'utilisation d'approches participatives pour constituer des bases de connaissances parmi ses membres communautaires et les dirigeants de ces communautés. Elle utilise les preuves et les expériences recueillies pour compléter la création de mouvements, éclairer les campagnes et renforcer les capacités. Ces dernières années, le groupe s'est particulièrement concentré sur le travail de soins non rémunéré, s'efforçant de créer un environnement social favorable qui valorise ce travail et cherche à le réduire et à le redistribuer. Son travail vise à alléger la charge qui pèse sur les femmes afin qu'elles puissent disposer de plus de temps pour leurs loisirs et d'autres activités de leur choix.

Young Africa Intellectuals croit profondément en un plaidoyer fondé sur des preuves et guidé par l'expérience. Sa stratégie repose sur le pouvoir du peuple. Elle est particulièrement motivée par le pouvoir de la jeunesse. Les jeunes hériteront de l'avenir et ont tout intérêt à le créer. Les défis auxquels ils sont confrontés comprennent des ressources limitées et la résistance de la communauté (en particulier une résistance à ce que les jeunes prennent le contrôle). Il s'agit d'une organisation jeune, dynamique et ouverte. Elle relève ces défis grâce à l'espoir que lui

insufflent les jeunes et à son sens pratique, acquis en travaillant sur les problèmes actuels. Elle envisage un monde où les personnes sont respectées et protégées, où les maux de la société sont combattus avec une sensibilité fondée sur des données probantes et où l'espoir et la pratique se rejoignent. Elle envisage un avenir qui existe pour les jeunes comme eux.





En bref

COPINH, Honduras

Le COPINH, ou Conseil des organisations populaires et indigènes du Honduras, a été fondé en mars 1993 par la défenseure des droits humains Berta Cáceres afin de défendre le peuple indigène Lenca du Honduras, en plaidant pour l'autonomie gouvernementale, la protection de l'environnement et la fin des violences dont il est victime. Ses membres, qui luttait pour le pouvoir, ont été victimes de menaces, de harcèlement, d'abus et de blessures, et ont même été tués, y compris la fondatrice Berta, assassinée chez elle en 2016. Au cours des dernières décennies, le COPINH s'est mobilisé contre la privatisation de l'eau, les barrages hydroélectriques, l'appropriation des terres et d'autres politiques économiques néolibérales, ainsi que contre la politique étrangère des États-Unis.

An illustration of a woman in a pink top and purple skirt holding a scale of justice. The background features a large yellow shape and a dark green circle containing the text 'Equality for Growth, Tanzania'. The entire scene is framed by a decorative border of orange and red dashed lines.

Equality for Growth, Tanzanie

Equality for Growth est une organisation fondée en 2008 en Tanzanie qui défend les droits des femmes travaillant dans le secteur informel. Elle s'intéresse particulièrement aux femmes qui travaillent sur les marchés, plaidant pour qu'elles aient accès à des ressources productives, à la justice et puissent s'organiser entre elles afin de participer davantage à la gouvernance des marchés et d'y occuper des postes à responsabilité. Equality for Growth a élaboré des lignes directrices pour aider à combattre et à mettre fin à la violence basée sur le genre, et a également fait pression pour que des services de garde soient mis en place sur les marchés. Le travail d'Equality for Growth a abouti à la création d'un réseau de 10 000 femmes championnes qui influencent les décisions au niveau des marchés

An illustration of a person with dark hair, wearing a light blue shirt and dark pants, sitting and reading a pink book. Below them is a stack of three books in pink, yellow, and pink. The background features large, abstract shapes in orange and purple, with decorative dashed lines in yellow and purple. A purple circle on the left contains the text 'FemLibrary, Arménie'.


FemLibrary, Arménie

FemLibrary est née d'une idée il y a 10 ans et s'est concrétisée en 2018. FemLibrary est un collectif féministe queer qui offre un espace sûr dédié aux livres, à la culture, à l'art, à l'apprentissage et à la sororité. Son objectif est de réunir les féministes arméniennes issues de différents mouvements, initiatives, groupes et organisations. Ce collectif lutte contre le patriarcat, l'hétéronormativité, la neuronormativité, le militarisme, le colonialisme et d'autres formes d'oppression qui se recoupent, en produisant des connaissances féministes intersectionnelles et en encourageant un a(r)tivisme créatif.



Kalikasan People's
Network for the
Environment,
Philippines

Kalikasan est un réseau d'ONG, d'organisations de base et de défenseurs de l'environnement qui organise des campagnes nationales contre la destruction de l'environnement, le contrôle des entreprises, les projets miniers et de remise en état. Kalikasan est un terme philippin qui signifie « la nature ». Kalikasan estime que la lutte pour l'environnement est une lutte pour le bien-être des populations et pour la vie.

The illustration features a woman with dark hair, wearing a pink long-sleeved shirt and a dark skirt. She is holding a yellow document with red horizontal lines and a blue gavel. To her left is a large, dark teal speech bubble with a white border, containing the text 'LeyDem Platform, Guatemala'. The background is white with a pink dotted line forming a circular path around the woman and the speech bubble.


LeyDem Platform, Guatemala

La LeyDem Platform ou Plateforme pour la loi sur le développement économique, a été lancée en 2018. Elle rassemble plus de 150 organisations au niveau national afin de plaider en faveur de l'adoption, de l'application et de la mise en œuvre de l'Initiative 5452, la loi sur le développement économique des femmes, une proposition actuellement discutée au Congrès et qui a déjà été adoptée en deuxième lecture. La Plateforme s'efforce actuellement de faire en sorte que le projet de loi soit adopté en troisième lecture. Ce projet de loi demande au gouvernement d'allouer des ressources aux femmes, de reconnaître leurs contributions et de veiller à ce qu'elles aient accès à des ressources productives afin de maintenir leur bien-être économique.



Rural Women's Assembly, Afrique australe

La Rural Women's Assembly (Assemblée des femmes rurales) est un réseau et un mouvement qui a vu le jour en 2009 et qui est guidé par le slogan « Nous sommes les gardiennes de la terre, des semences de vie et de l'amour ». Elle milite pour la souveraineté alimentaire, la souveraineté semencière, les droits fonciers et la justice climatique (et contre le contrôle des terres et des systèmes alimentaires par les entreprises) à travers des séminaires, des ateliers, des travaux de recherche et de documentation, des actions de plaidoyer politique et des mesures d'urgence visant à fournir des ressources et du réconfort aux femmes dans le besoin, dans le cadre d'un programme intitulé « Neighbors Must Go » (Les voisines doivent y aller).



Young Africa Intellectuals, Zimbabwe

Young Africa Intellectuals (YAL) est un groupe dirigé par des jeunes, fondé en 2022 et composé d'une petite équipe de 8 jeunes, d'un conseil d'administration composé de jeunes ainsi que de quelques bénévoles et stagiaires, tous âgés de moins de 30 ans. Ils travaillent auprès des communautés particulièrement marginalisées ou négligées, notamment dans les zones rurales, les quartiers informels/squats et les camps de réfugiés au Zimbabwe. Young Africa Intellectuals mène des initiatives de sensibilisation, d'éducation et de formation, de recherche, d'innovation et de plaidoyer.

